

## la loi Sarbanes-Oxley

Références partielles : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Loi\\_Sarbanes-Oxley](https://fr.wikipedia.org/wiki/Loi_Sarbanes-Oxley)

Aux [États-Unis](#), la **loi de 2002 sur la réforme de la comptabilité des sociétés cotées et la protection des investisseurs** est une loi fédérale, votée par le [congrès](#), imposant de nouvelles règles sur la comptabilité et la transparence financière. Elle fait suite aux différents scandales financiers révélés dans le pays aux débuts des années 2000, tels ceux d'[Enron](#) et de [Worldcom](#). Le texte est couramment appelé « **loi Sarbanes-Oxley** », du nom de ses promoteurs : le sénateur [Paul Sarbanes](#) et le député [Mike Oxley](#). Ce nom peut être abrégé en « SOX », « Sarbox », ou « SOA ».

Cette loi a pour objectif d'accroître la responsabilité des entreprises, de rendre la communication de l'information financière plus fiable et de lutter contre les comportements déviants et frauduleux des entreprises. Cette loi est d'autant plus importante que c'est une des seules lois fédérales encadrant le système comptable américain. En effet les principes comptables (les [Generally Accepted Accounting Principles](#), ou US GAAP) aux États-Unis sont développés par un organisme à but non lucratif et non gouvernemental, le [Financial Accounting Standards Board](#) (FASB). Les US GAAP ne sont qu'un cadre conceptuel qui donnent des objectifs généraux.

La loi se compose de six parties :

- **Certification des comptes** : Pour mettre le directeur général et le directeur financier face à leurs responsabilités, la loi leur impose de certifier les états financiers. Ceux-ci devant être datés et signés.
- **Contenu des rapports** : La [Securities and Exchange Commission](#) (SEC) oblige les entreprises à publier des informations complémentaires dans un souci de fiabilité et de diffusion. *Ces informations complémentaires comprennent notamment les engagements hors bilan, le rapport du commissaire aux comptes et toutes autres informations supplémentaires nécessitant d'être précisées.* Un rapport sur l'audit interne et sur le code éthique adopté par l'entreprise doivent également être rédigé par le dirigeant.
- **Contrôle de la SEC** : Cette loi précise que la SEC se chargera de vérifier le bon comportement des sociétés cotées et cette vérification devra être effectuée au moins tous les trois ans.
- **Comité d'audit et règles d'audit** : Un comité d'audit est nommé pour choisir, désigner, rémunérer et superviser les auditeurs. Il se charge de mettre en place des procédures pour traiter les réclamations qui remettent en cause la comptabilité, les contrôles internes et l'audit. Il doit également préserver la confidentialité des observations faites par le personnel sur les problèmes comptables et audit de l'entreprise. De plus, la loi réglemente l'intervention des auditeurs externes. Elle précise que ceux-ci ne peuvent intervenir dans un cadre autre que leur mission principale. L'entreprise ne peut conserver les mêmes auditeurs externes pendant plusieurs années.
- **Création du [Public Company Accounting Oversight Board](#) (PCAOB)** : C'est un nouvel organisme de réglementation et de surveillance créé dans le but de superviser les cabinets d'audit, établir des normes, inspecter et sanctionner le cas échéant les personnes physiques ou morales aux comportements déviants.
- **Sanctions** : Cette loi précise également les sanctions pénales retenues contre les personnes ne respectant pas le cadre de la loi. Par exemple une falsification des états financiers est passible d'une amende d'un million de dollars ou peut être punie par une peine de dix ans de réclusion ou plus.

Cette loi oblige aussi à mettre en œuvre un [contrôle interne](#) s'appuyant sur un cadre conceptuel. En pratique le [COSO](#) est le référentiel le plus utilisé.

...

Un critique émise envers cette loi est qu'elle n'a pas eu l'effet attendu. Cette loi avait été créée pour éviter les scandales financiers comme [Enron](#) et [WorldCom](#) or, elle n'a pas permis d'éviter la crise des subprimes, celle des dettes souveraines ni même les scandales comme l'[affaire Madoff](#) en 2008.

Note : Une belle intention en 2002 qui cache ensuite une autre intrusive et inique !

...